

LES SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES ET LES GRAVES DÉFICITS DONT ELLES SOUFFRENT

THE SOCIAL AND HUMAN SCIENCES AND THE SERIOUS DEFICITS THEY SUFFER FROM

Ahmed ROUADJIA
Université de Msila
nailhugo@gmail.com

Résumé : L'étude que voici tente d'expliquer, en partant de l'observation attentive des faits sociaux et des pratiques des agents en acte, les causes profondes qui font que les sciences sociales et humaines n'assument pas, en Algérie, les missions qui leur sont imparties, et demeurent, de ce fait même, frappées d'hypothèques et d'inanité. Méprisées par les pouvoirs politiques successifs en raison de leur caractère que l'on suppose superflu, et donc non créateur de « plus value » par opposition aux sciences exactes envisagées sous l'angle de « la vérité » et de l'efficacité, ces SSH sont par ailleurs mal pratiquées par les intéressés eux-mêmes, lesquels se bornent le plus souvent à la récitation des théories abstraites, aux compilations et aux remplissages plutôt qu'à l'examen critique des formes phénoménales. Coupées de leur environnement socio-économique et très peu réceptives aux mouvements politiques et sociaux, et donc à la profonde respiration de la société globale, ces disciplines se sont condamnées à se replier sur elles-mêmes, telles des feuilles de cactus.

Faute de disposer d'outils conceptuels et méthodologiques, et faute d'utilisation à bon escient de l'esprit critique, les usagers de ces disciplines ont trouvé dans le remplissage et le plagiat la voie de la facilité qui les dispense de l'effort de réflexion et d'analyse.

Le marasme de ces disciplines, qui se traduit par leur côté superficiel et par l'indigence de leur contenu, souvent répétitif et insipide à la fois, explique leur dévaluation par rapport à leurs homologues européennes, voire même maghrébines. Frappées de multiples tares qui tirent toutes leur origine du contexte politique et social peu propice à la quête du savoir désintéressé, ces sciences ne peuvent que s'étioler en prenant la forme squelettique que nous leur connaissons ...

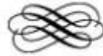
Mots-clés : crises des sciences sociales ; déni de la sociologie de la connaissance. Opposition Sciences dures/ sciences « molles ». Coupure Université/Univers économique. Plagiat et compilation.

Abstract : The following study attempts to explain, based on the careful observation of social facts and the practices of the agents in action, the underlying causes that cause the social and human sciences in Algeria to fail to assume the missions assigned to them, and thus remain mortgaged and inanity-stricken. Despised by successive political powers because of their supposedly superfluous character, and therefore not creating "added value" as opposed to the exact sciences seen from the point of view of "truth" and efficiency, these SSH are, moreover, badly practised by the interested parties themselves, who most often limit themselves to reciting abstract theories, compiling and filling them in rather than critically examining the phenomenal forms. Cut off from their socio-economic environment and very little receptive to political and social movements, and thus to the deep breath of global society, these disciplines have condemned themselves to withdraw into themselves, like cactus leaves.

In the absence of conceptual and methodological tools, and in the absence of the proper use of critical thinking, the users of these disciplines have found in filling and plagiarism the easy way out of the effort of reflection and analysis.

The stagnation of these disciplines, which is reflected in their superficiality and the paucity of their content, often repetitive and insipid at the same time, explains their devaluation in comparison with their European and even North African counterparts. Struck by multiple defects, all of which stem from the political and social context that is not very conducive to the quest for disinterested knowledge, these sciences can only wither away in the skeletal form we know them to be ...

Keywords : crises in the social sciences; denial of the sociology of knowledge. Opposition Hard sciences/ "soft" sciences. University/economic university cut-off. Plagiarism and compilation.



Une représentation négative des sciences sociales et humaines en Algérie

L'image que l'on se fait, dans notre pays, des SSH, est fortement connotée en négatif. Aussi bien chez le commun des mortels, le citoyen moyen, que chez le savant pénétré d'une certaine idée de la science dite « dure », par opposition aux sciences dites « molles ». Or les SSH, s'entendent comme un savoir non seulement "imparfait", mais surtout comme un savoir dénué de toute valeur opératoire. L'histoire, la philosophie, la sociologie, l'anthropologie, la psychologie, etc., sont perçues comme des disciplines mineures, sorte de "moulins à vent" qui n'apportent rien de bon à la société. Du côté institutionnel et politique, voire même du côté de bon nombre de chercheurs nationaux, les SSH sont également saisies selon un regard négatif. Ainsi, par exemple, dans le *Rapport des travaux de la commission 1. des Assises nationales sur la recherche en sciences sociales et humaines tenues à l'Université Senia d'Oran du 3 au 31 mai 2009*, il est clairement souligné que ces SSH relèvent non seulement de l'ordre de l'immatériel" et de "l'insaisissable", mais ressortent également de l'ordre de la stérilité, puisqu'elles ne "produisent par conséquent, aucune « plus- valeur ». En d'autres termes,

«Les SSH dont les objets sont souvent immatériels et donc insaisissables, ne peuvent faire l'objet d'une marchandisation et ne produisent par conséquent, aucune plus-value tangible dans l'immédiat. Leurs effets ne sont et ne peuvent jamais être immédiats, ni monétisables en tant que tels. Leur impact est diffus et peut traverser tout le tissu social et pour un impact à moyen et, surtout à long terme. La recherche en histoire et en anthropologie, par exemple, peut être exploitée pour répondre à des questions ou à des préoccupations de résolution des problèmes sociaux, économiques ou politiques. Mais, leurs missions se situe à d'autres niveaux, comme l'investissement et l'étude d'aspects et problèmes extrêmement sensibles : construction de la mémoire et des mémoires de la société et de la perception du passé, des représentations de soi et des constructions de l'altérité intérieure et extérieure, décodage des systèmes symboliques, des rapports au corps propre, à la matière et à l'espace, au monde invisible et à l'institution imaginaire de la société. »¹

Dans de nombreux articles que j'ai consacrés aux sciences sociales et humaines en Algérie, j'avais insisté sur le déficit dont elles souffrent tant en matière de rigueur méthodologique² qu'en matière de recherche empirique.³ Dans le présent article, je

¹ *Assises Nationales sur la recherche en sciences sociales et humaines d'Oran* Les 30 et 31 Mai 2009 à Oran, Sénia, p.7

² ROUADJIA, Ahmed « la crise des sciences sociales en Algérie in GUERID, Djamel (coord.), *Repenser l'université*, Alger, Arak éditions, 2012.

reviens une fois de plus sur ces déficits qui n'en finissent pas de susciter moult interrogations relatives tant aux outils dont elles se servent et de la manière avec laquelle elles traitent ses objets de recherche, en ce qui concerne la démarche qui préside aux enquêtes aussi bien théoriques qu'empiriques auxquelles se livre le chercheur dans sa discipline propre.

Déficit méthodologique et ses effets pervers

Ce qui frappe de prime abord l'observateur attentif des pratiques en SSH en Algérie, c'est l'absence, aussi bien chez les enseignants-chercheurs que chez les étudiants, d'outils conceptuels et méthodologiques. Ceci est vrai pour toutes les disciplines des SSH que sont l'Anthropologie, l'Archéologie, la Géographie et la Démographie ; l'Histoire, la Linguistique et la Sémiologie ; la Mimétique, La Philosophie ; La Psychologie, l'Ergonomie et Cognatiques ; les Sciences des religions, et les Sciences économiques, etc. Notre proximité avec bon nombre de spécialistes de ces disciplines, jointe à la lecture de leur discours et de leurs écrits (mémoires de magisters, doctorants, actes de colloques et articles...), nous autorise à affirmer sans trop de risques d'erreurs que toutes ces disciplines se révèlent être les parents pauvres de la science algérienne⁴. Autrement dit, elles se trouvent toutes, à quelque exception près, dépourvues de tout ce qui caractérise un travail scientifique ressortant des méthodes des SSH (problématique, rigueur conceptuelle, dispositif de recherche pouvant aboutir à une production de données empiriques...) susceptibles de mettre les théories abstraites à l'épreuve des faits.

Les discours théoriques désincarnés, la logomachie, le copiage et le remplissage sont les choses les mieux prisées, les mieux partagées par les chercheurs et les étudiants à partir des années quatre vingt- dix, décennie qui marque le début d'un déclin continu, et qui se traduit de nos jours par la ruée vers l'Internet qui favorise la paresse et le plagiat au détriment de l'effort de réflexion critique.

La recherche désintéressée, la quête du savoir pour le savoir est totalement ou presque absente chez les chercheurs pour qui seule la promotion personnelle compte. L'utilité des sciences sociales en tant que facteur explicatif des lois qui régissent le monde social et politique n'est pas perçue sous ce rapport, mais seulement sous celui de la visibilité, du prestige et de l'ostentation. D'où le culte que l'on voue au substantif « Docteur », et d'où l'auto- célébration que l'on se fait par le biais de cette étiquette. Beaucoup s'offusquent en effet lorsque l'on omet de les appeler « Docteur », et cette omission pourrait susciter une vive protestation de la part de l'intéressé.

Notre historien, sociologue ou anthropologue, etc., est un personnage si imbu de lui-même qu'il méprise le terrain et lorsqu'il lui arrive de l'aborder, c'est seulement en surface et

³ ROUADJIA, Ahmed, « Sociologie sans sociologues » in *Revue algérienne des lettres Volume 1*, Numéro 1, Pages 136-168

⁴ BADIYA, Yacine « La science algérienne dans les années 1990 : une bibliométrie de la recherche universitaire à travers ses programmes, ses institutions et sa communauté universitaire de 1990 à 1999. Sociologie. Doctorat, Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 2012.

jamais en immersion. Entiché de « science », il ne connaît d'elle pourtant que ce qu'il a copié dans des livres sans les avoir passés au crible de la critique.

La répulsion envers les enquêtes empiriques

La répulsion envers la pratique du « terrain » de la part de nos chercheurs, toutes disciplines par ailleurs confondues, explique l'indigence de leur production scientifique et la méconnaissance de la société dans laquelle ils vivent. Comme nos sociologues qui se gargarisent de concepts et de théories abstraites, nos historiens de « métier » tout comme nos enseignants d'histoire des divers campus, ne sont pas seulement coupés de la société, mais ils la regardent avec un air de condescendance. Ils se sentent et se disent « l'élite » de la société et en tant que tels, ils refusent de se mélanger avec la plèbe !

Le malaise qui traverse les sciences sociales et humaines en Algérie depuis plus de trois décennies gît dans cette coupure entre le chercheur et sa société, mais aussi dans cette morgue hautaine dont il fait preuve envers la pratique sociale considérée comme étant moins « noble » que la théorie dont il aime à se gargariser. Pourtant la tâche première du chercheur, et notamment du sociologue, de l'ethnologue et de l'historien, c'est d'étudier, de comprendre et d'expliquer les lois qui régissent la société actuelle et antérieure. Comme le dit à juste titre une sociologue bien avertie « *Le regard des sciences sociales permet une mise à distance. Notre rôle, c'est de dévoiler la société à elle-même. Un sociologue, une politologue ou un historien vont mettre à nu ce qu'est cette société dans son développement, sa production, sa reproduction, sa névrose. Il va déconstruire le sens des interactions humaines et sociales et rendre explicites les rapports de pouvoir et de classe.*⁵ »

Or, c'est cette approche méthodique qui fait défaut à beaucoup de nos enseignants chercheurs qui se contentent dans la plupart des cas de compiler ou de plagier les œuvres et les articles d'autrui. Les enquêtes approfondies, tant quantitatives que qualitatives, qui permettent de rendre compte des représentations sociales et des attentes réelles des différentes couches sociales qui composent la société globale ne ressortent guère des préoccupations de nos chercheurs en sciences sociales et humaines tant ils manquent de méthodes, de motivations et d'intérêts réels pour la recherche désintéressée. L'utilité des sciences sociales n'est envisagée, en somme, que sous l'angle d'une visée personnelle (diplôme, titre, grade, prestige...). Les savoirs des sciences sociales, pour eux, ne s'acquièrent pas par le biais d'un effort de réflexion théorique doublé d'une pratique effective sur le terrain expérimental, telle l'observation directe des phénomènes sociaux, culturel et économique, mais uniquement par la lecture superficielle des œuvres d'autrui, et par le copiage et le remplissage qui dispensent de tout esprit critique.

La pratique des sciences sociales et humaines en Algérie

Mais la question qui se pose est celle-ci : comment pratiquer les sciences sociales et pourquoi ? La réponse est qu' « *On peut faire des sciences sociales en racontant ce qui se*

⁵ SAINT-PIERRE, Céline in <https://www.acfas.ca/publications/magazine/2012/02/utiles-sciences-sociales>

...passe, c'est à dire en décrivant la réalité, ses transformations. En ce cas, on utilise le langage naturel pour construire et transmettre les résultats de la recherche. L'observation du réel est un passage obligé et contraint à des choix méthodologiques primordiaux et indispensables. Les dimensions spatiales et temporelles construisent et organisent l'observation (qui n'en demeure pas moins un construit) et son compte rendu⁶ » Rien de tel, cependant, ne se « fait » en Algérie, et selon la manière qui vient d'être décrite par Bruno Ollivier. Depuis la fin des années 80, les sciences sociales et humaines, et notamment la sociologie, l'anthropologie, l'ethnologie, la psychologie et l'histoire sont pratiquées de façon à la fois dilettante et théorique. On est sociologue ou historien beaucoup plus par le titre ou le diplôme, souvent acquis dans des conditions fort discutables, que par vocation ou amour du « métier ». Ces disciplines ne sont pas seulement coupées de la réalité du monde social ; elles sont également condamnées à répéter et à compiler des théories et des concepts si abstraits et génériques au point qu'elles deviennent illisibles et incompréhensibles par ceux-là même qui s'en prévalent. Si l'on demande, par exemple, à l'un de nos sociologues ou historiens de nous expliquer le sens de l'un des articles ou livres qu'il a produit, il ne saura le faire sans trébucher, tant les idées qui s'y déploient ne sont pas de son fait, mais le fait de celui duquel on a copié l'essentiel... Le plagiat et la compilation tiennent lieu de « science », et c'est cette manière de faire les sciences sociales qui rencontre le plus de faveur parmi la nouvelle génération d'enseignants chercheurs née en même temps que l'émergence des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Les NTIC favorisent le plagiat et dispensent les plagiaires de tout effort personnel de recherche critique. Les objets de recherche sensibles qui intéressent le devenir de la société (les violences sous toutes leurs formes, les revendications identitaires, les objets tabous comme les « déviances » sexuelles, telles l'homosexualité, la prostitution, la drogue, la délinquance juvénile, etc.), ne retiennent que très rarement l'intérêt de ces disciplines, qui, non seulement s'imposent une auto-censure à ce propos, mais restent complètement repliées sur elles-mêmes.

La praxis des SSH

Alors que les sciences humaines et sociales ont pour vocation d'expliquer les enjeux, les luttes et les transformations qui se produisent au sein de la société, la pratique de celles-ci demeure, en Algérie, limitée à la quête de la promotion interne, à l'avancement de carrière, au prestige et à la détention de postes administratifs (chefs de départements, de domaines, doyens, vice-doyens...). Au nombre d'objets que ces « sciences » algériennes évitent d'aborder, et qui sont pourtant d'une haute importance théorique et scientifique, il convient de citer, outre les objets « chauds » déjà évoqués, les questions relatives aux identités culturelles, sexuelles, professionnelles, ainsi qu'aux usages et appropriations des NTIC dont on a vu les risques qu'elles pourraient induire en matière de « copier-coller ».

⁶ OLLIVIER, Bruno « De l'utilité des sciences humaines et sociales. Retour sur l'histoire récente de quelques disciplines » :in <https://www.potomitan.info/divers/humaines.php>

Ces champs, au sens de Bourdieusien, qui devraient imposer une réflexion interdisciplinaire, demeurent complètement vacants. De même que les objets de recherche en rapport avec la société globale, telles les minorités au sens ethnologique, ainsi que les identités, réelles ou imaginaires, dont ils se recommandent.

L'identité, comme le note Morin, « est toujours en même temps celle de l'individu, celle du groupe social et celle de l'espèce humaine. Le sujet les voit inscrit en lui de manière hologrammatique » (MORIN 2001). Le développement de la communication (du transport aérien à Internet) a accéléré les contacts entre identités et mondes sociaux, économiques et culturels auparavant étrangers les uns aux autres et leur imbrication. D'où, dans le monde entier, des revendications et des conflits identitaires renouvelés, et l'impérieuse nécessité de repenser les réponses politiques à ces conflits qui sont porteurs de pires violences. Les technologies d'information et de communication posent des problèmes nouveaux et offrent des réponses inattendues dans tous les champs sociaux. Leur maîtrise inégale, les usages qui s'en développent, la reconfiguration politico-économique qu'elles induisent bouleversent les approches traditionnelles et la manière même de les représenter. Elles obligent à repenser au plus vite l'éducation, les identités, la transmission des connaissances et des valeurs, la domination politique et économique⁷... »

Tous ces sujets énumérés ne sont pas abordés ou repensés par les sciences sociales algériennes de la manière qu'ils méritent. Ils ne font pas l'objet d'étude sérieuse, et quand ils sont pris pour objet de recherche de la part des chercheurs, ils ne sont que très rarement soumis aux cribles critiques. Avec l'irruption des technologies d'information et de communication, le copier-coller et le remplissage sont devenus les méthodes les mieux prisées et par le biais desquels chercheurs et étudiants encombreront leurs écrits par définition « jetables ». La rigueur et l'esprit critique qui devraient encadrer toute recherche sérieuse s'effacent et s'émoussent donc devant les nouveaux réflexes acquis de copier-coller.

Les handicaps qui affectent les sciences sociales et humaines en Algérie

Les sciences sociales et humaines souffrent, donc, en Algérie, de plusieurs handicaps. Le premier réside dans le déficit méthodologique, le second dans celui des objectifs et des enjeux poursuivis, le troisième enfin réside dans la captation quantitative et désordonnée des savoirs produits par autrui, le quatrième dans le recours quasi systématique au plagiat et au remplissage, qui dispensent de la rigueur et de l'esprit critique, et le cinquième handicap, enfin, réside dans le mépris avec lequel nos dirigeants politiques enveloppent les sciences sociales et humaines. Ces causes, entre autres, expliquent largement la réduction de ces disciplines au rang de parent pauvre de « la science algérienne ». C'en est fini de l'âge d'or des sciences sociales et humaines algériennes des années soixante-dix. Age qui n'est qu'un souvenir lointain, et affaibli⁸. Autrement dit, finie l'époque où

⁷ OLLIVIER, Bruno, *op.cit.*

⁸ CHACHOUA, Kamel. *La sociologie en Algérie : L'histoire d'une discipline sans histoire*. Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, Paris, Karthala, 2010.

l'une de ces disciplines, la sociologie, était à la pointe des études heuristiques et cognitives des universités de cette époque.

Aujourd'hui, l'importance des sciences sociales et humaines en tant que concept opératoire et comme mode scientifique d'explication du monde social est rarement perçue, en Algérie, sous le rapport de l'utilité sociale et politique. Les praticiens eux-mêmes de ces disciplines n'en perçoivent guère l'intérêt, sinon comme un faire valoir. On se pose rarement dans les divers écrits, mémoires de masters, de magisters ou de thèses, la question de savoir à quoi servent ces sciences dites « molles » par opposition aux sciences dites « dures » ou exactes. Comme l'écrit un observateur attentif, cette question n'est que « *trop rarement posée*⁹ ». La plupart des / de nos hommes politiques dont « la culture générale » laisse à désirer, pour ne pas dire franchement indigente, manifeste un mépris ressortant d'une ignorance crasse envers les SSH.¹⁰ Quand l'ex-premier ministre, Abdelmalek Sellal, exprime publiquement son dédain envers ces sciences dites « molles », il ne fait, en somme, que conforter l'idée saugrenue du sens commun, selon lequel ces sciences sociales relèvent de l'inanité¹¹. M. Sellal dont la frivolité est bien connue du public ne fait pas exception. La classe politique tout entière partage cette opinion absurde qui réduit les sciences sociales et humaines en objet mineur, imperceptible et méprisable.

Pourtant, et « Face à la gravité des enjeux de l'économie mondiale, dans un contexte à la fois menaçant et porteur de nouveaux défis, face au caractère inédit de son impact sur le fonctionnement de nos sociétés, l'apport des sciences humaines et sociales est précieux.

Elles sont l'outil de connaissance des évolutions et des mécanismes qui marquent les sociétés. La confrontation des analyses d'experts en sciences humaines et sociales avec celles des managers formés exclusivement à la technique permettra de mettre en évidence de nouveaux leviers d'action. L'enjeu est d'intégrer dans les visions stratégiques des éléments trop souvent négligés ou considérés comme périphériques. Ils sont pourtant une des clefs de réussite des actions à engager, au même titre que les facteurs d'ordre technologique ou économique¹². » Voilà, bien formulée, l'idée de l'utilité des sciences sociales et humaines que nos dirigeants politiques, incultes ou victimes du culte quasi aveugle de la science et de la technologie, rejettent comme superflue.

Dans son rapport de 2016 consacré aux inégalités dans le monde, l'Unesco insiste au contraire sur l'utilité des sciences sociales et invite gouvernements et chercheurs à en

⁹ <http://uneheuredepeine.blogspot.com/2008/07/quoi-servent-les-sciences-sociales.html>

¹⁰ ROUADJIA, Ahmed : « Les sciences sociales que d'aucuns, chez nous, méprisent ou réduisent, comme l'a fait l'ex-Premier ministre Abdelmalek Sellal, à une poésie désincarnée, sont considérées sous d'autres latitudes "civilisées" comme extrêmement utiles et complémentaires des sciences dites "exactes". In « Les sciences sociales et humaines et leur rapport à l'entreprise » in *Liberté* 18 mars 2018.

¹¹ Dans une tribune publiée dans le quotidien EL Watan en 2013, plusieurs voix se sont élevées contre les déclarations désinvoltes et irresponsables de cet ex-premier ministre où il était dit que « Les déclarations, en début de semaine, du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, méprisant la poésie, l'amalgamant au Saint Coran et attaquant les sciences humaines, ont fait réagir la Toile algérienne et des intellectuels. Une bourde qui cache mal le complexe du régime face à l'intelligence critique qu'il combat depuis plus de cinquante ans. » In http://www.elwatan.com/-00-00-0000-227028_113.php

¹² ROMAIN, Bernard « L'IMPORTANCE DES SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES » in <http://bernard-romain.over-blog.com/article-importance-des-sciences-humaines-et-sociales-60080806.html>

faire un usage intelligent pour comprendre la complexité du monde social et à réduire les écarts qui séparent les riches et les pauvres. Le rapport en question « conclut que l'inégalité non maîtrisée risque de mettre en danger la durabilité des économies, des sociétés et des communautés. Il affirme que l'inégalité, ainsi que les liens entre l'inégalité économique et d'autres formes d'inégalité, comme celles relatives au genre, à l'éducation et à la santé, doivent être mieux compris pour créer des sociétés plus justes. Il identifie les domaines où plus de données sur l'inégalité et des recherches en *sciences sociales* sont requises. *Il exhorte les gouvernements à investir plus dans des études en sciences sociales de qualité sur ce thème afin de soutenir des politiques appropriées de réduction des inégalités.* Si nous voulons prendre l'inégalité au sérieux, nous avons besoin d'études en sciences sociales portant sur l'impact à long terme de l'inégalité sur la vie des gens Rapport mondial sur sciences sociales¹³ »

À quoi servent les sciences sociales en général et la sociologie en particulier ?

Nous venons de lire et de voir que l'utilité des sciences sociales et humaines ne fait pas de doute et que nulle société humaine ne saurait s'en passer. Prenons, parmi ces disciplines, la sociologie comme exemple et posons-nous la question à son sujet : a quoi sert-elle ? Nous laissons à Pierre BOURDIEU de répondre à cette question, qu'il s'est posée à lui-même en 1980 : « Aujourd'hui, disait-il, parmi les gens dont dépend l'existence de la sociologie, il y en a de plus en plus pour demander à quoi sert la sociologie. En fait, la sociologie a d'autant plus de chances de décevoir ou de contrarier les pouvoirs qu'elle remplit mieux sa fonction proprement scientifique. Cette fonction n'est pas de servir à quelque chose, c'est-à-dire à quelqu'un. Demander à la sociologie de servir à quelque chose, c'est toujours une manière de lui demander de servir le pouvoir. Alors que *sa fonction scientifique est de comprendre le monde social, à commencer par les pouvoirs.* Opération qui n'est pas neutre socialement et qui remplit sans aucun doute une fonction sociale. Entre autres raisons parce qu'il n'est pas de pouvoir qui ne doive une part - et non la moindre - de son efficacité à la méconnaissance des mécanismes qui le fondent.¹⁴ »

L'idée sous-jacente qui se dégage de ce texte, c'est l'impartialité du chercheur, mais aussi son désintéressement, qui doit le conduire à faire des recherches non en vue d'un intérêt strictement personnel, d'ordre mercantile (diplôme, grade, distinctions...), comme cela se fait chez nous, mais en vue d'une quête de savoir et de vérité pour eux-mêmes, et indépendamment de toutes les considérations abstraites. Cette idée du désintéressement se trouve plus explicitement formulée par Emile Durkheim lorsqu'il écrit :

La science, commence dès que le savoir, quel qu'il soit, est recherché pour lui-même. Sans doute, le savant sait bien que ses découvertes seront vraisemblablement susceptibles d'être utilisées. Il peut même se faire qu'il dirige de préférence ses recherches sur tel ou tel point parce qu'il pressent qu'elles seront ainsi plus profitables, qu'elles permettront de satisfaire à des besoins urgents. Mais en tant qu'il se livre à l'investigation scientifique, *il se désintéresse des conséquences pratiques. Il dit ce qui est ; il constate ce que sont les choses, et il s'en tient là. Il ne se préoccupe pas de savoir si les vérités qu'il découvre seront agréables ou*

¹³ Rapport mondial sur sciences sociales UNESCO : in <https://fr.unesco.org/events/presentation-du-rapport-mondial-sciences-sociales-2016>

¹⁴ BOURDIEU, Pierre *Questions de sociologie*, Paris, éditions de Minuit, 1980, p. 23-24.

déconcertantes, s'il est bon que les rapports qu'il établit restent ce qu'ils sont, ou s'il vaudrait mieux qu'ils fussent autrement. *Son rôle est d'exprimer le réel*, non de le juger¹⁵.

Et Durkheim va encore plus loin lorsqu'il explique la portée et l'utilité de la quête heuristique « Nous estimerions, disait-il, que nos recherches ne méritent pas *une heure de peine* si elles ne devaient avoir qu'un intérêt spéculatif. ¹⁶»

Pour ce qui concerne le cas de l'Algérie post- indépendance, il faut bien rappeler que la sociologie n'a jamais été en odeur de sainteté tant elle était associée par le régime politique, à côté de l'ethnologie et de l'anthropologie, à la science coloniale. Comme l'a bien noté le regretté Mohamed MADOUÏ, ces disciplines ont été enveloppées dans l'opprobre et qualifiées tantôt de vecteurs idéologiques du colonialisme, tantôt de sciences « mineures », voire superflues. De là s'explique le fait qu' « Au lendemain de l'indépendance, les disciplines d'ethnologie et d'anthropologie, jugées sciences coloniales par le régime politique algérien, seront interdites d'enseignement. Si la sociologie était tolérée, c'était à la seule condition de s'affranchir d'une vision critique de la société. Dès lors, la sociologie va voir son développement marqué par une double instrumentation. Elle sera tantôt requise pour être la courroie de transmission du discours politique du moment, tantôt pour légitimer les orientations socio-économiques du pouvoir algérien.¹⁷ » D'accord avec Abdelkader Zghal qui, en 1989, avait soulevé à la suite d'Alain Roussillon, la crise dans laquelle se trouvaient confrontés les sociologues arabes, Madouï montrait comment l'Etat, en l'occurrence algérien, avait constitué le modèle de référence ou : « le pôle paradigmatique à partir duquel les sciences sociales réfléchissaient, ce qui plaçait la sociologie dans une posture particulièrement inconfortable. Les sociologues qui n'adhéraient pas à cette vision des choses ou qui ne partageaient pas les orientations idéologiques et politiques du régime se trouvaient marginalisés et parfois taxés d'intellectuels « petits-bourgeois ». Le discours dominant délégitime ainsi toute forme de pensée autonome. D'une certaine façon, les sciences sociales en Algérie, et à leur tête la sociologie, ont été sommées dès les premiers jours de l'indépendance de choisir leur camp : pour ou contre l'État, versus pour ou contre le peuple¹⁸ »

La mission assignée alors à ces sciences sociales, et en particulier à la sociologie que certains chercheurs et professeurs français issus de « la coopération » avaient essayé d'enseigner dans les universités de l'Algérie indépendante (Pierre Bourdieu, Sicard, Lucas...), était de vilipender ces sciences réputées d'essence coloniale tout en faisant l'apologie du régime qui s'est installé en lieu et place de l'ordre colonial. Autrement dit, les sciences sociales en Algérie se chargeaient en ce temps « d'une double ambition : d'une part, critiquer la sociologie occidentale en s'éloignant de ses concepts et, d'autre part, encastrent les sciences sociales dans les entrailles locales et sociales de la réalité algérienne [...] Victimes conscientes et parfois inconscientes des injonctions du pouvoir, les

¹⁵ DURKHEIM, Émile., *Éducation et sociologie* [1938], PARIS, PUF / Quadrige, 1989, p. 71

¹⁶ Cité par COLOMBI, Denis in « <http://uneheuredepeine.blogspot.com/2008/07/quoi-servent-les-sciences-sociales.html>

¹⁷ MADOUÏ, Mohamed, « Les sciences sociales en Algérie. Regards sur les usages de la sociologie », *Sociologies pratiques* 2007/2 (n° 15), p.150.

¹⁸ MADOUÏ, Mohamed, op. cit., p.152.

sociologues ont occupé les places que l'État leur a assignées. Leur rôle était alors de scruter la société non pas avec leur regard propre, mais à travers l'œil vigilant de l'État¹⁹ »

Pour le régime politique « national » qui s'est substitué alors à l'ordre colonial, les sciences dites exactes (mathématiques, physique, chimique, etc.) étaient non seulement « neutres », et donc moins entachées d'idées colonialistes que les sciences sociales et humaines, mais plus utiles encore que ces dernières dans la mesure où, captées et utilisées à bon escient, elles hâteraient « le décollage » économique et technique de l'Algérie (théorie de De BERNIS, et ses émules algériens, Ahmed Akkache, Belaid Abdeslam et Sid Ahmed Ghozali...).

La sociologie algérienne, héritière de la sociologie française

En dépit de la répulsion officielle envers la sociologie « coloniale », il y avait bien eu à l'aube de l'indépendance des enseignements de sociologie de grande qualité qui étaient dispensés par des sociologues français de renom (Emile Sicard, Georges Labica, Pierre Bourdieu, et aussi par des politistes « sociologues », comme Jean Leca et Jean-Claude Vatin... A ce propos, le témoignage de Rachid Sidi Boumedine est d'autant plus précieux qu'il restitue avec la fidélité requise les acteurs et l'ambiance de l'époque qui ont marqué et présidé à l'enseignement de la sociologie dans l'Algérie indépendante : « ... *La sociologie, écrit-il, a été dirigée de 1962 à 1968 par Emile Sicard, qui basait ses cours sur Auguste Comte (et Gabriel Tarde) et qui considérait Emile Durkheim comme un avant-gardiste, le diable étant incarné par Georges Gurvitch. Cependant ses assistants faisaient référence à Margaret Mead, Jean Fourastié, Claude Lévi-Strauss, Alain Touraine, autant que faire se pouvait. La démographie, par chance pour elle, avait l'appui direct de l'INED (Institut National d'études démographiques) qui déléguait des enseignants sous la direction d'Alfred Sauvy puis Alain Tabah, ce qui permettait de disposer de cours de pointe, surtout en analyse démographique, matière qui nécessitait le recours à des calculs et des raisonnements complexes, en particulier dans les pays à statistiques imparfaites.*²⁰ » Notons que la plupart des chercheurs et des professeurs français venus en Algérie dans le cadre de la coopération dite « technique » étaient soit marqués idéologiquement à « gauche », soit des humanistes d'obédience chrétienne, également de « gauche » Rachid Sidi Boumedine qui était à l'époque un jeune étudiant immergé dans cette ambiance des temps « de la coopération » s'en souvient bien et livre en ces termes son témoignage : « L'université recevait en mission-et cela s'est accentué avec le départ d'Emile Sicard- des professeurs de renom comme Maxime Rodinson, Pierre Bourdieu, Pierre Georges, Alfred Sauvy, Georges Balandier, Jean Chesneaux. Et on pouvait aussi compter sur la présence à Alger d'André Mandouze, Jean Leca, Georges Labica et de leurs assistants...qui apportaient un sang neuf, même si les uns et les autres n'avaient pas les mêmes lectures des situations [...] L'arrivée de Pierre Bourdieu en sociologie, relayé

¹⁹ MADOUÏ, Mohamed, op.cit.,p.159.

²⁰ « L'enseignement de la sociologie à l'université d'Alger entre 1962 et 1976. Quels enjeux ? », p.290. in HENRY Jean-Robert et VATIN Jean-Claude (dir.), *Le temps de la coopération. Sciences sociales et décolonisation au Maghreb*. En collaboration avec François SIINO. Karthala-IREMAM, Paris, 2012, 405 pages.

essentiellement par son équipe, a représenté un bond en avant de plus de vingt ans : il était déjà très connu grâce à son livre, écrit avec Sayed , *Le Déracinement* (1964) qui servait, avec le livre de Michel Launay (*Les paysans algériens*, 1963) et celui de Michel Cornaton (*les camps de regroupements de la guerre d'Algérie*, 1966), de textes de base pour notre travail.²¹ » On ne saurait évoquer la genèse et l'usage de la sociologie en Algérie au lendemain de l'indépendance « sans parler de L'Association algérienne pour la recherche démographique économique et sociale(AARDES) et de son travail. Cette association créée par Pierre Bourdieu, a été remise au goût du jour en 1963 avec un nouveau statut. Lancée par le Secrétariat d'Etat au Plan, elle était destinée à suppléer le manque d'informations et de connaissance sur la société algérienne, notamment sur les ruraux (65 à 70% de la population) qui souffraient le plus de la misère et du chômage en raison de la destruction des villages et des cultures.²² »

L'ouvrage, *le Déracinement*, qui porte la signature de Pierre Bourdieu et de Abdelmalek Sayed, est le fruit d'un travail sociologique conduit à cette époque dans le sillage de l'AARDES. La sociologie en tant que l'une des disciplines des sciences sociales et humaines n'est pas « algérienne », mais bien « française » et comme telle, elle a été reconduite et enseignée par des Français, amis de l'Algérie indépendante. Il est donc bon de le rappeler afin que la nouvelle génération de sociologues postindépendance le sache et en tire les enseignements qui s'imposent. La sociologie « française » enseignée par des Français dans l'université d'Alger durant les années soixante et soixante- dix avait permis, sans conteste, la formation de sociologues algériens de bonne facture (A. Sayed, El Kenz, R. Sidi Boumediene, A. Kadri, M. Boukhobza, D. Guerid, A. Lakjaa, et bien d'autres).

Sociologie et sociologues à l'université d'Alger (1962-1979)

Aissa Kadri, actuellement professeur émérite et ex directeur de l'Institut Maghreb Europe de l'Université de Paris VIII (Seine Saint Denis), fut partie de cette première génération de jeunes sociologues formés sur les bancs de l'université d'Alger sous la houlette de professeurs français de renom. Son témoignage nous permet de saisir rétrospectivement la genèse de la sociologie « algérienne », ses premiers promoteurs dans l'Algérie indépendante ainsi que les étapes parcourues par les autres disciplines des sciences sociales et humaines, mais aussi par les sciences dites « dures », comme la médecine, et ceci jusqu'à la fin des années quatre-vingt. Kadri avait écrit que « L'Université plus que d'autres institutions démarrait avec tout à la fois une direction et des enseignants français dont certains étaient déjà là et avaient subi les violences de l'OAS alors que d'autres venaient de métropole sur une base de soutien de la révolution algérienne. L'université algérienne a eu dans ce contexte comme gestionnaires et enseignants, en lettres et sciences humaines, droit et sciences économiques, d'immenses personnalités comme les professeurs Mandouze, Peyregua, Roussier (premier doyen en 62 de la fac de droit et sciences économiques), Borella, Tiano, Février ; en médecine, les professeurs Joseph

²¹ SIDI BOUMEDIENE, Rachid, « L'enseignement de la sociologie à l'université d'Alger entre 1962 et 1976... », p.290-291.

²² *Ibid.* p.291

Serror, Pierre Roche, Yves Phéline, Jacques Brehan, Pierre Guedj, Michel Martini, Annette Roger ; en psychiatrie, Alice Cherki, Meyer Timsit ; en mathématiques, Godement et Bardos. Certains furent très vite contestés, comme le professeur Émile Sicard, « gurvitchien », qui rejoignit Bordeaux.

Le professeur Mandouze, à l'origine de *Consciences maghrébines* dont le premier numéro paraît en mars 1954, avec un comité de rédaction formé de jeunes gens, Françoise Becht, Réda Bestandji, Pierre Chaulet, Mahfoud Kaddache, Mohamed Salah Louanchi, Jean Rime, Pierre Roche, tous amis engagés dans des mouvements de jeunesse et d'étudiants à Alger, prend en 1963 la succession du recteur Gauthier, dans la fonction mal définie de directeur de la toute jeune université algérienne, « de jure » et « de facto » recteur des trois universités d'Alger, Oran et Constantine. La recherche elle aussi avait maintenu des liens très soutenus avec le CNRS à travers l'OCS, l'Organisme de coopération scientifique, - un peu plus tard en 1967 fut créé le Cerdess (Centre d'études, de recherches et documentation en sciences sociales au sein de l'IEP d'Alger) -, l'Ardess (Association algérienne de recherches en démographie et sciences sociales, association loi 1901 créée par Jacques Breille en 1958 en liaison avec le service statistiques de l'Algérie avec notamment Alain Darbel, Jean Claude Rivet, Claude Seibel et Pierre Bourdieu est devenue algérienne en 1963) ou le Crape (Centre de recherches anthropologiques, préhistoriques et ethnographiques) qui constituèrent des espaces où les travaux pionniers comme ceux de Bourdieu, Dardel, Rivet, Seibel (Travail et travailleurs en Algérie, 1963) ou de Bourdieu et Sayad (*Le Déracinement, la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, 1964), conjuguant méthodologies d'enquêtes quantitatives et qualitatives, approches ethnographiques de terrain et appareillages conceptuels, apportèrent beaucoup tant à la formation de jeunes chercheurs, comme le regretté Boukhobza (qui prit la direction de l'Ardess quelque temps après), et à la connaissance des réalités sociales algériennes. À la fin des années 60 furent créés de nouveaux centres de recherche et dynamisés les anciens qui vont être à partir de 1967 régis par l'OCS (qui avait succédé au CRS, mis en place par le protocole du 11 juin 1963).

Celui-ci s'est vu confier dès 1963 la gestion de quatre instituts de recherche encore administrés par l'Office universitaire et culturel en Algérie (OUCFA) : Institut d'études nucléaires, Institut océanographique, Centre anti- cancéreux Pierre-et-Marie-Curie et Crape. En 1967, au sein de l'Institut d'études politiques dont le premier directeur algérien fut Hamid Aberkane, fut créé le premier Centre algérien de recherche et de documentation en sciences sociales (Cerdess) dirigé par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron pour le département de sociologie et Jean Leca, Jean-Louis Quermonne secondés par Jean-Claude Vatin pour celui de sciences politiques. Des enseignements remarquables y furent délivrés entre 1967 et 1971 par des jeunes professeurs missionnaires - Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, Robert Castel, Abdelmalek Sayad, Jean-Pierre Briand,

Jean-Louis Saglio, Rémi Lenoir auxquels seront associés le sociolinguiste Luis Priéto et l'ethnologue Cusenier. Des chercheurs de renom y transitèrent comme Yvonne Turin²³. »

Le lecteur aura remarqué que le texte que nous avons ainsi reproduit est trop long, mais il comprendra certainement qu'en le paraphrasant perdra à coup sûr de son caractère à la fois originel et exhaustif. C'est pourquoi nous avons jugé plutôt utile de le reprendre en entier plutôt que de le paraphraser, ce qui est une manière risquée de déformer la pensée de l'auteur. Quoiqu'il en soit, ce témoignage est d'autant plus précieux qu'il montre bien l'usage qui en a été fait des sciences sociales et humaines au lendemain de l'indépendance, comme il montre quels furent les pionniers de la sociologie dans le jeune Etat indépendant. Après le départ et la dispersion de ces pionniers ou plutôt de ces premiers promoteurs de la sociologie de l'Algérie indépendante, Français et leurs émules Algériens, cette dernière discipline est retombée dans une profonde torpeur. Les Algériens qui ont été initiés à la sociologie, à l'anthropologie, aux sciences politiques, et au droit, etc., par les premiers coopérants français, amis de l'Algérie, ont essayé, après que ces derniers eurent quitté l'Algérie vers la fin des années quatre vingt, de reprendre le flambeau en continuant d'enseigner, mais en vain, la sociologie dans un contexte politique caractérisé par l'atmosphère du socialisme « spécifique » qui ne s'accommodait guère avec la science « bourgeoise », et moins encore avec la science coloniale. Les sociologues algériens formés à cette époque dans le sillage de ces « coopérants techniques » (A. Sayad, A. El Kenz, D. Liabes, D. Guerid, A. Kadri...) ont quitté pour certains d'entre eux le pays à destination de l'Europe, et notamment de la France, faute d'avoir pu pratiquer la sociologie dans un pays où le régime politique méprisait déjà les sciences humaines. D'autres qui n'ont pas pu ou voulu s'exiler se sont vus marginalisés peu à peu, faute d'une demande politique ou sociale de leur savoir-faire considéré comme mineur ou marginal par rapport au savoir « technique » auquel les dirigeants vouaient un culte quasi aveugle.

La génération de jeunes sociologues qui a succédé à l'ancienne a été formée au rabais. A partir des années 90, on peut devenir sociologue en faisant « un petit tour » dans un quartier populaire, ou un stage de quelques jours dans une entreprise publique ou privée. Ces petites « promenades » sont appelées enquêtes sociologiques, et elles sont étoffées par le plagiat et la compilation. Toutes les sciences sociales, et pas uniquement la sociologie, procèdent de la même manière superficielle. Avec l'importation et l'implantation du LMD dont la greffe n'a pas pris dans l'organisme social algérien, et avec l'irruption de l'internet dans l'espace social et institutionnel, les chercheurs de ces disciplines se dispensent non seulement des enquêtes de terrain, de la lecture attentive des œuvres majeures ainsi que des motivations désintéressées pour le savoir, mais encore, ils renoncent volontairement à tout esprit critique. De là s'explique en effet la

²³ KADRI, Aïssa « Générations de la coopération en Algérie, 1962-79 » in <https://max-marchand-mouloud-feraoun.fr/articles/generations-de-la-cooperation-en-algerie-1962-79>

dégradation constante de l'enseignement et de la recherche dans le pays, qui forme non pas des professionnels du savoir, mais des dilettantes dans ces disciplines, parents pauvres de la science algérienne. Une coupure profonde s'est établie entre le chercheur et la société, mais aussi entre l'université et les entreprises économiques.

Avec cet enseignement au rabais qui s'accompagne d'un laxisme coupable des institutions éducatives, quiconque peut devenir docteur et professeur d'université. Des boulangers, des vendeurs de légumes, de faïence, et zlabiyya, sans parler des enseignants du primaire et des sans bacs, qui se sont élevés à la dignité enviée et enviable de professeurs d'université ! Un sociologue mondain, comme Feu Madjid Merdaci, s'est institué historien de la Révolution ! C'est sans doute par imitation de son ami d'enfance, l'historien Benjamin Stora, qu'il s'est autoproclamé comme tel...Mais la question qui vient immédiatement à l'esprit est celle-ci : « « Peut-on devenir docteur en sociologie sans avoir acquis les compétences constitutives du métier de sociologue?²⁴ » La réponse est qu'en Algérie cela est possible et se produit de manière « naturelle ». On devient aussi professeur d'histoire, de science politique, de psychologie, etc., sans avoir nullement acquis ni les méthodes, ni la compétence ni les éléments constitutifs de ces disciplines respectives.

La coupure dont nous avons parlé qui existe entre le chercheur et le monde environnant se reflète de manière éclatante à travers la coupure flagrante entre l'université et l'univers économique.

L'université algérienne et son environnement économique et social²⁵

De ce qui précède découle la question de savoir comment et que faire pour arrimer l'université à l'entreprise, et créer entre les deux entités des passerelles d'échange et de « dialogue » fécond ? Il faudrait, selon nous, former des enseignants capables de devenir à leur tour des formateurs en état de dispenser des connaissances théoriques utiles aux entreprises tout en puisant de ces dernières les savoirs pratiques qu'ils pourront enseigner à leur tour à leurs étudiants. Il convient également de mener des enquêtes qualitatives auprès des entreprises, d'identifier leurs besoins et de savoir répondre à leurs multiples attentes en matière d'étude, d'évaluation et d'anticipation. En échange, l'entreprise pourrait constituer un laboratoire pratique d'observation et d'apprentissage « visuel » aussi bien pour les chercheurs que pour les étudiants. C'est de ce va-et-vient entre l'université et l'entreprise que dépend le succès de la mobilité, et de son complément obligé, le transfère des savoirs et des savoir-faire.

Or cette navette entre les deux univers n'existe pas. Il est donc important de faire remarquer que le défaut le plus saillant dont souffrent certains de nos établissements réside justement dans cette coupure entre la théorie et la pratique. En effet, et pour ne citer que l'université de Msila, qui ne saurait être généralisable à tous les établissements

²⁴ LAHIRE, Bernard, Comment devenir docteur en sociologie sans posséder le métier de sociologue ? in <https://doi.org/10.4000/ress.629>

²⁵ ROUADJIA, Ahmed, article paru le 1^{er} mars 2018 dans le *Matin.dz*. Il a été revu et développé par mes soins.

du pays, il n'existe quasiment aucun chercheur sur les 1410 enseignants que compte l'université qui soit connecté à l'une des entreprises locales. Qui plus est, l'enquête sociologique, ethnologique, politique ou d'opinion est une pratique complètement étrangère à l'entendement de la quasi-totalité de ces enseignants « fonctionnarisés ». Cette césure entre la théorie et le monde réel, celui des phénomènes sociaux et économiques, est le trait caractéristique de la plupart de nos universités.

Rien de plus attristant et de plus affligeant que l'enseignant qui vous interpelle en ces termes : « Ya cheikh, moi, je croyais que le laboratoire ne concerne que les sciences exactes... ». Comment peut-on dès lors blâmer l'ignorance d'un étudiant à propos de la fonction d'un laboratoire en sciences sociales et humaines lorsque l'enseignant censé lui transmettre un certain savoir se trouve démuné à ce point ?

La difficulté d'établir la connexion entre l'université et l'entreprise tient essentiellement au problème de formation et de compétence qui, toutes deux, demeurent marquées au coin d'un déficit flagrant, déficit qui n'est d'ailleurs point rédhibitoire. Pour combler ce déficit et lever les contraintes qui pèsent d'un poids lourd sur la recherche, l'enseignement et l'innovation, il importe de réhabiliter les compétences qui sommeillent en chacun de nous, et de faire, autrement dit, une place au talent, à la culture, et à l'intelligence. Or, ce que nous constatons, malheureusement, c'est que toutes ces ressources dont nous disposons sont dilapidées par le mauvais usage que nous en faisons. Il est temps donc d'en finir avec cet état de choses déplorables. Le jeu de cooptation, du clientélisme, et de désignation des cadres ou de gestionnaires peu outillés ou préparés à ces missions à la tête de certaines structures d'enseignement et de recherche, voilà qui achève de refouler les vraies compétences nationales à la lisière de la société tant politique que civile.

Ce sont ces compétences que l'on devrait réhabiliter et installer en lieu et place de cette pléthore de pistonnés et de parachutés à la tête de beaucoup de nos institutions publiques. Marier l'université avec l'entreprise, et réciproquement, suppose donc des décisions déchirantes consistant à faire un sort à ces incompétences qui sont source d'incurie, de gabegie et de malheur public.

Des regards croisés sur le partenariat université / entreprise

Il n'est point inutile, en effet, d'établir des points de comparaisons et de croiser les regards. Les expériences d'autres pays peuvent nous être utiles. On peut les imiter sans les plagier de manière aveugle, « bête », ou mécanique. En effet, tous les auteurs, de tous les pays développés : universitaires, experts, praticiens, industriels, politiques, s'accordent à dire uniment que ce qui conditionne la réussite économique d'un pays en favorisant l'innovation sous toutes ses formes, ce sont ces partenariats et pactes de solidarité, d'échange et de complémentarité qui s'établissent entre le monde académique et l'univers productif qu'incarne l'entreprise.

Des études de cas menées ailleurs qu'en Algérie ont mis en évidence les énormes avantages qu'on peut tirer, en termes d'innovation, de complémentarité, du partenariat université / entreprise. Il n'est donc pas sans intérêt de rappeler que « les collaborations avec les universités sont profitables aux entreprises de toute taille, et ce malgré les

différences culturelles ; que la gestion de la PI [propriété intellectuelle] est un irritant lors des négociations, mais ne constitue pas vraiment un obstacle pour développer une relation de partenariat à long terme avec les universités ; que la confiance, la communication et la complémentarité d'objectifs et d'activités sont des facteurs clés pour le développement d'un partenariat à long terme ; que les enjeux de la gestion de la PI lors des collaborations U-E varient en fonction de la taille de l'entreprise : pour les GE (grandes entreprises) qui évoluent dans un marché de commodités, il devient plus critique de détenir tous les droits de PI, tandis que pour les PME technologiques avec des marchés niches, détenir des droits d'exploitation de la PI est suffisant pour la commercialiser.²⁶ » Ces recommandations qui résultent d'un long travail de réflexion et d'observation pratiques menés au Québec par des chercheurs confirmés pourraient bien s'appliquer au contexte algérien, à condition que les acteurs universitaires et ceux des entreprises économiques comprennent l'intérêt hautement stratégique qu'ils peuvent tirer de leur collaboration mutuelle.

Voici encore, vu sous un autre angle, les missions pédagogiques et économiques imparties respectivement aux établissements d'enseignement supérieurs et aux entreprises économiques.

Les établissements de l'enseignement supérieur et leurs missions

Il est requis, en effet, de ces derniers de : « **Sensibiliser les universités et les écoles d'ingénieur** à l'intérêt de développer les relations avec le monde socio-économique » ; de « **changer la vision des choses** : les enseignants et directeurs de filières ne sont pas uniquement détenteurs de connaissances à transmettre, ils sont également, en partie du moins, responsables du devenir de leurs étudiants et doivent développer des actions en ce sens » ; de **profiter du savoir-faire des entreprises** dans le domaine de l'utilisation des compétences , en prenant en compte le temps de passage de la théorie à la pratique, et en utilisant un dialogue constructif dans la définition et la conduite des projets, dans le contenu des enseignements et l'élaboration de référentiels de compétences, dans le rapport aux résultats et aux contraintes technologiques, économiques et financières, etc. » ; de « **valoriser les résultats de la recherche** (brevet, licence, contrat de collaboration, etc.) en partenariat avec les entreprises, en développant les applications et en utilisant le retour d'expérience, les observations des utilisateurs, etc. » ;

L'entreprise économique et son rôle formateur

Il est demandé aux acteurs économiques de « **sensibiliser les entreprises** à l'intérêt de s'impliquer dans les formations, dans l'enseignement et les activités des filières d'ingénierie. Leur permettre d'avoir une vision plus large et approfondie sur la discipline de base de leur domaine de compétence, et sur le profil des formations dispensées à leurs

²⁶ RAPPORT : MODÈLES DE RÉUSSITE DES COLLABORATIONS UNIVERSITÉ- ENTREPRISE AU QUÉBEC DANS UN CONTEXTE D'INNOVATION OUVERTE PRÉSENTÉ AU : CONSEIL DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE Par ISABELLE DESCHAMPS, PROFESSEURE EN GESTION DE L'INNOVATION Et MARIA MACEDO, CANDIDATE À LA MAÎTRISE Avec La Collaboration De MANON HÉLIE, CANDIDATE À LA MAÎTRISE MONTRÉAL LE 21 JANVIER 2011 ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEUR. In https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/publications/conseil_sciences techno/rapports/2011_rapport_reussite_juin.pdf

futurs employés » ; de **changer la vision des choses**. Le système éducatif forme des personnes dont le niveau de connaissance et de compétence est élevé (même s'il n'est pas toujours lisible). Ces aptitudes demandent simplement à être recentrées ou focalisées, ce qui peut se faire en introduisant des enseignements **transversaux** dans les formations. Pour une entreprise, il est sûrement préférable d'investir dans des moyens humains et/ou financiers et s'impliquer ainsi en amont dans les formations universitaires pour pouvoir recruter des ingénieurs et cadres plus rapidement opérationnels dans le monde du travail plutôt que d'investir en une longue période de complément de formation en aval au sein même de l'entreprise » ; de « **profiter du « know-how » technologique des universités**. Les champs d'investigation étendus des universitaires leur permettent de suivre les développements des disciplines avec une vision plus globale que celle des industriels souvent concentrés sur leurs propres objectifs. Les enseignants chercheurs sont donc en général beaucoup plus au fait des avancées aussi bien théoriques que technologiques ; **être réceptif à l'évolution des savoirs** dont les universitaires sont en général les premiers acteurs. En effet, les avancées théoriques sont souvent dues à des problèmes posés par les limites des modèles technologiques utilisés. Ces avancées permettent d'ouvrir de nouvelles pistes de développements applicatifs dans le domaine plus technique des métiers. **Etre réceptif à la valorisation possible des résultats de recherche** issus du monde universitaire. Ceux-ci sont souvent très en amont des applications qui en découlent et qui ne sont d'ailleurs pas toujours celles auxquelles on s'attendrait²⁷. »

Partout, dans le monde, l'université et l'entreprise sont invitées à établir des passerelles durables entre elles en vue d'une coopération mutuellement avantageuse. Leur partenariat postulé implique le transfert de connaissances et des savoir-faire dans les deux sens, sans lesquels il ne peut y avoir de progrès technologique et économique. A l'instar des autres universités de par le monde, l'université algérienne se devrait s'ouvrir plus que jamais sur le monde de l'entreprise, et celle-ci sur celui-là. Sans cette collaboration mutuelle, il serait bien vain d'espérer un quelconque progrès. Le pays ne saurait être compétitif sur le marché mondial, produire de la qualité, sans la mobilisation et la rationalisation des ressources propres dont il dispose, à savoir les richesses matérielles (pétrole, mines, agriculture) et le capital humain constitué de compétences disciplinaires et transversales et qui permettent d'articuler et de développer de manière harmonieuse les divers segments de l'économie nationale qui demeure encore sujette à une gestion quasi anachronique où les lois de la gabegie et de l'informel détrônent sans cesse les règles logiques de l'économie de marché au sens capitaliste du terme.

Conclusion

L'Université a un rôle économique et social à jouer. Elle ne devrait pas se cantonner dans les études purement académiques, abstraites et coupées du monde réel. Elle devrait au contraire mettre à l'épreuve des faits sociaux et économiques ses connaissances, son savoir-faire, et c'est seulement à ce prix qu'elle pourra prétendre à l' « excellence ». Elle

²⁷ RELATIONS UNIVERSITE/ENTREPRISE MODE D'EMPLOI. <https://files.eric.ed.gov/fulltext/EJ433161.pdf>

ne devrait pas mener une vie autonome, de repli frileux, mais d'ouverture sur son environnement, et le partenariat avec l'entreprise lui permet justement de rompre avec ce cercle vicieux de la solitude dont laquelle elle semble végéter. Par le biais du partenariat qui peut revêtir diverses formes de prestations et de services, telle la formation, la recherche, les études de prospectives, les analyses de conjoncture, et le transfert de technologie, etc., l'université pourrait apporter des solutions globales aux « problèmes complexes et diversifiés des entreprises et tire profit, à travers les accords, les contrats et les conventions établis avec les entreprises, sur plusieurs niveaux : perfectionnement des enseignants, professionnalisation de la formation, ressources financières supplémentaires qui servent à acquérir les moyens nécessaires à l'enseignement, etc. L'université connaît diverses transformations et doit faire face à une multitude de défis qui constituent la principale cause de l'orientation du monde universitaire vers le marché au profit des entreprises. L'université, par l'étendue des connaissances et l'ensemble des activités de recherche qu'elle mobilise, est en mesure de réaliser des transferts de technologie en direction de tous les secteurs de pointe et de répondre à la demande des entreprises dans les domaines de la formation initiale et continue, de la recherche fondamentale et appliquée et du transfert de la technologie. Les universités et les entreprises peuvent échanger des connaissances ou encore des technologies. Ce partenariat permet d'accroître le stock de connaissances de chacune des parties impliquées. Mais d'autres effets, plus indirects, vont également pouvoir être observés. Salter et Martin (2000) identifient 6 effets qui peuvent être attribués au rôle de la recherche universitaire sur les entreprises :

- Un accroissement du stock de connaissance,
- Une création et une amélioration de l'instrumentation et des méthodes,
- La formation et le développement de nouvelles compétences,
- L'insertion dans des réseaux,
- La résolution de problèmes techniques,
- La naissance de nouvelles firmes issues de la recherche scientifique.²⁸ »

En 2009, le Parlement européen s'est penché déjà sur le rapport université/ entreprise. Il voit dans le dialogue et l'échange entre ces deux institutions le moyen qui permet la modernisation des universités européennes, c'est-à-dire leur sortie de l'isolement relatif dans lequel elles étaient cantonnées. Le Conseil européen, réuni le 19 et 20 mars 2009, a convié tous les États membres à encourager les partenariats entre les entreprises et le monde de la recherche, de l'éducation et de la formation. En son point six, le Conseil s'est dit d'avis que « le dialogue et la coopération entre les entreprises et les établissements d'enseignement supérieur doivent continuer à être des priorités dans les prochaines années, de la même façon que le dialogue et la coopération avec tous les autres secteurs de la société, pour que l'ensemble de ces acteurs puissent bénéficier des

²⁸ Jean-Louis MONINO et Soraya SEDKAOUI « Relation entreprise-université: facteur clé pour développer l'employabilité et promouvoir l'innovation dans le monde universitaire.

« Cas du laboratoire TRIS UM 1 » in Colloque sur l'Employabilité et l'Innovation dans les Universités du Maghreb Organisé par : Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales de Kénitra Les 20, 21 et 22 Novembre 2014, sous le thème de : Relation Université / Monde Socioéconomique, p.5

savoirs culturels scientifiques et techniques produits et diffusés au sein des établissements d'enseignement supérieur; souligne que l'indépendance intellectuelle et financière des établissements d'enseignement supérieur vis-à-vis des entreprises doit être préservée et qu'il ne doit pas y avoir de relation de subordination entre l'enseignement supérieur et les entreprises; souligne que les universités doivent en toutes circonstances préserver leur autonomie de décision quant à leurs programmes et à leurs structures de gouvernance... »

Références bibliographiques

- BADIAA Y. 2012. « La science algérienne dans les années 1990 : une bibliométrie de la recherche. Universitaire à travers ses programmes, ses institutions et sa communauté universitaire de 1990 à 1999. Sociologie. Doctorat, Université Toulouse le Mirail - Toulouse II.
- BOURDIEU P. 1980. *Questions de sociologie*. Paris. Éditions de Minuit.
- BOURDIEU P. 1963. *Travail et Travailleurs en Algérie*. « Ed. Moutons & Co, Paris-La Haye.
- CHAOUCHA K. 2010. *La sociologie en Algérie : L'histoire d'une discipline sans histoire*. Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman. Paris. Karthala,
- SAHLI Ch. M. 1962. *Décoloniser l'histoire*. Ed. Maspéro.
- SAHLI Ch. M. 1953. *Message de Jugurtha*. Ed. En Nahda, Alger,
- DURKHEIM É. 1989. *Éducation et sociologie [1938]*, PARIS, PUF / Quadrige.
- GADANT M. 1995. *Parcours d'une intellectuelle en Algérie. Nationalisme et anticolonialisme dans les sciences sociales*, Paris. L'Harmattan. p.45-46.
- GAUTERO, J.-L. 2020. « Sociologie de la connaissance scientifique et rationalité », *Noesis* [En ligne], 5 | 2003, mis en ligne le 04 mars 2009, consulté le 09 décembre URL : <http://journals.openedition.org/noesis/1513>
- GUERID Dj. (coord.), 2012. *Repenser l'université*, Alger, Arak éditions.
- HALLEUX J. 1896. *L'Objet de la science sociale. Introduction générale à la sociologie*. In: *Revue néo-scolastique*. 3^e année, n°12, pp. 341-357; doi <https://doi.org/10.3406/phlou.1896.1512>
- VATIN J.-Cl. (dir.). 2018. *Le temps de la coopération. Sciences sociales et décolonisation au Maghreb*. En collaboration avec François SIINO. Karthala-IREMAM.
- KADRI A. 1991. « De l'Université coloniale à l'Université algérienne. Instrumentalisation et « idéologisation » de l'Institution » *In Peuples Méditerranéens* N° 54-55, janvier-juin.
- KADRI A. 1962. « Générations de la coopération en Algérie, -79 » in <https://max-marchand-mouloud-feraoun.fr/articles/generations-de-la-cooperation-en-algerie-1962-79>
- LACHERAF M. 1965. *L'Algérie, Nation et société*. éd. Maspéro
- LAHIRE B. 2002. Comment devenir docteur en sociologie sans posséder le métier de sociologue ? L-122 | 2002 : Sociologie et sociologues : pour quoi faire ? in <https://doi.org/10.4000/ress.629>
- LAHIRE B. 2018. *Les ambitions théoriques de la sociologie*, Presses Universitaires de France | « Sociologie » 2018/1 Vol. 9 | pages 61 à 71 ISSN 2108-8845 ISBN Article disponible en ligne à l'adresse <https://www.cairn.info/revue-sociologie-2018-1-page-61.htm>
- LUCAS Ph. et VATIN J.-Cl. 1975. *L'Algérie des anthropologues*, Maspéro.
- MADOUÏ M. 2007. « Les sciences sociales en Algérie. Regards sur les usages de la sociologie », *Sociologies pratiques* /2 (n° 15), p.150.
- OLLIVIER B. 2005. « De l'utilité des sciences humaines et sociales. Retour sur l'histoire récente de quelques disciplines » : in <https://www.potomitan.info/divers/humaines.php>
- ROMAIN B. 2010. « L'IMPORTANCE DES SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES » in <http://bernard-romain.over-blog.com/article-importance-des-sciences-humaines-et-sociales-60080806.html>
- ROUADJIA A. 2017. « La crise des sciences sociales en Algérie in
- ROUADJIA A. « Sociologie sans sociologues in *Revue algérienne des lettres* » Volume 1, Numéro 1, Pages 136-168
- ROUSSILLON A. 1990. « Le débat sur l'orientalisme dans le champ intellectuel arabe : l'aporie des sciences sociales » in *Peuples Méditerranéens* N° 50, Janv. Mars, p.7-39 ;



- ROUSSILLON A.1991. « Sciences sociales et identité. Quelles sciences sociales rêvées dans/sur le monde arabe ? » In *Peuples Méditerranéens*, Janv. Juin, p 299-150.
- SAINT-PIERRE .2012. sciences-sociales, in <https://www.acfas.ca/publications/magazine/2012/02/utiles->
- SIDI BOUMEDIENE R.1998. « L'enseignement de la sociologie à l'université d'Alger entre 1962 et 1976 », p.290-291.